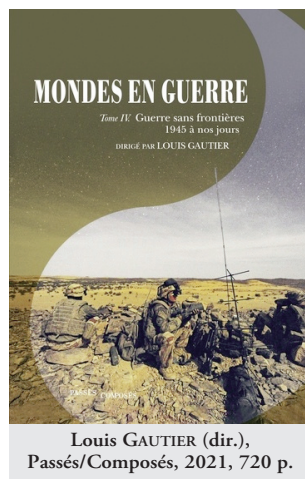


Mondes en guerre T. IV : Guerres sans frontières 1945 à nos jours

Eugène BERG | Ancien ambassadeur, enseignant au Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS).
Dernier ouvrage : *À la recherche de l'ordre mondial. D'où venons-nous ?* (Éditions Apopsis, 2018, 468 pages).

Voici le quatrième et dernier tome de cette remarquable série consacrée aux mondes en guerre tout aussi abondamment illustré que les précédents volumes, doté d'une remarquable cartographie, d'encarts, de schémas. Un volume de poids et de savoir, certainement sans égal. Tome bien attendu répondant à tant de nos préoccupations, celles d'aujourd'hui et de demain, car il esquisse, exemples à l'appui, la physionomie des conflits à venir. Louis Gautier, Secrétaire général de la défense nationale et de la Sécurité nationale (SGDSN) de 2014 à 2018, qui dirige aujourd'hui la chaire des « Grands enjeux stratégiques contemporains » à l'université Panthéon-Paris Sorbonne I en a été le maître d'œuvre et le principal auteur. C'est dire l'orientation générale de ce volume, animé tout autant par la volonté de faire le tour de toutes les questions liées aux conflits contemporains que par le souci de les restituer dans le contexte réel, celui de l'analyse, de la pratique et de l'action, voire des prescriptions.



Guerres en chaîne et conflits en grappe

Ampleur de l'analyse, profondeur et variété des questions examinées, telles sont d'emblée parmi bien d'autres, les qualités de ce volume dont le titre même *Guerres sans frontières* indique bien que l'on assiste désormais à des guerres en chaîne et à des conflits en grappe.

Après l'effondrement du système bipolaire, consécutif à la chute de l'URSS – schéma conceptuel bien commode –, on a assisté à une mondialisation accrue des enjeux de sécurité. Certes, celle-ci était déjà présente dès 1945 et s'est amplifiée



en raison du fait nucléaire qui a effacé les frontières et rebattu bien des concepts et attitudes. Significative à cet égard fut l'attitude d'un homme comme le sénateur du Michigan Arthur Vandenberg, sans l'aide duquel Harry Truman n'aurait pas pu mener la politique qu'il a menée. Le sénateur Vandenberg, président de la puissante Commission des affaires étrangères du Sénat avoua : « Je suis plus convaincu que jamais que le communisme poursuit son expansion dans le monde et que seuls les États-Unis peuvent l'arrêter ». Nés à quarante-sept jours d'intervalle en 1884, Vandenberg et Truman, l'un et l'autre, âgés de 63 ans provenaient des mêmes milieux modestes du *Midwest*. Tous deux avaient vu la ruine financière de leurs pères et avaient dû travailler dur, aimaient les mots et les livres. Vandenberg avait nourri des ambitions présidentielles, mais avait échoué. Bien qu'ayant pris des voies différentes – Vandenberg était un isolationniste convaincu, qui soutint les lois de neutralité (*Neutrality Acts*) et s'opposa au prêt-bail à la Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale –, les deux hommes se rejoignirent pleinement durant ces années décisives 1946-1949 et l'on peut affirmer que sans leur loyale collaboration, les États-Unis et le monde auraient pu prendre une tout autre orientation. Mais en 1944, Vandenberg s'était trouvé à Londres sous les fusées allemandes V2 et V1. Il avait compris qu'avec de telles armes et celles à plus longue portée, en préparation, l'isolationnisme devenait plus qu'un anachronisme, un suicide. Devant le Sénat, muet d'étonnement, il avoua : « J'ai toujours été franchement de ceux qui croyaient que nous pouvions nous suffire à nous-mêmes... Mais je ne crois plus que désormais aucune nation puisse s'immuniser par sa seule action... Je désire investir la loi internationale d'une nouvelle dignité et d'une nouvelle autorité ».

De telles paroles ont bien caractérisé l'époque de la guerre froide, et l'on peut dire qu'elles ont guidé la politique extérieure de Washington jusqu'à l'irruption de Donald Trump. Cette période 1945-1947 à 1988-1990 est abondamment analysée dans cet ouvrage.

« La conduite de la guerre à l'ère nucléaire »

C'est l'objet de la deuxième partie de l'ouvrage, forte de 257 pages. Si le fait nucléaire a brutalement fait irruption, la doctrine d'emploi de cette arme suprême, elle, a mis du temps à être arrêtée. Nicolas Roche, un des grands experts de la question, directeur du Centre interdisciplinaire d'études sur le nucléaire et la stratégie (CIENS) de l'École normale supérieure, rappelle qu'à ses débuts, l'arme nucléaire ne fut pas du tout conçue comme un instrument de dissuasion, visant à empêcher la guerre, mais comme le prolongement, avec des moyens démultipliés, des bombardements stratégiques comme l'Italien Giulio Douhet, les avait théorisés dans l'entre-deux-guerres dans son *Il Dominio dell'Aria* (1921).

Rares furent les esprits éclairés, comme Bernard Brodie, qui mirent d'emblée l'accent sur le caractère révolutionnaire de l'arme nucléaire, qui déclare à l'automne 1945 : « la bombe atomique semble jeter une ombre sur toutes les

inventions militaires du passé, qui rend toute comparaison ridicule » ⁽¹⁾. Dans son livre classique *Strategy in the Missile Age* (1959), il indique que « l'avènement de la bombe atomique a jeté une ombre sur l'importance de toutes les inventions passées de l'histoire connue, y compris la poudre à canon, car ses effets n'ont pas été seulement tactiques, mais fondamentalement stratégiques » ⁽²⁾.

Après l'explosion de la première bombe A soviétique, que les analystes de la CIA n'avait prévu que pour 1953 ⁽³⁾ un intense débat se développa aux États-Unis au sujet de la Superbombe, la bombe H à hydrogène, d'une puissance mille fois supérieure à la bombe A et aux rejets radioactifs bien supérieurs. Robert Oppenheimer, chef du laboratoire de Los Alamos, estimait que construire une telle arme en temps de paix serait « un danger pour l'humanité tout entière » et que si les États-Unis la mettaient au point, l'URSS l'imiterait aussitôt. C'est animé de telles généreuses attentions qu'Oppenheimer, né dans une famille d'émigrés allemands, servit, *volens nolens*, non d'espion, comme l'accusa le sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy, mais d'informateur aux Soviétiques, comme le révéla le haut gradé du KGB Pavel Soudoplatov, une hypothèse qu'avait déjà émise David Caute ⁽⁴⁾. Sans être un compagnon de route, Oppenheimer avait des idées progressistes : il avait pris parti pour les Républicains espagnols pendant la guerre civile et s'était lié, à cette occasion, avec les communistes américains. C'est d'ailleurs pour ne pas éveiller des soupçons que le recruteur soviétique Grigori Heifetz lui aurait fortement recommandé de cesser toutes relations avec ses amis communistes ⁽⁵⁾.

À l'opposé, le hongro-américain Edward Teller, « père de la bombe à hydrogène », très critique vis-à-vis d'Oppenheimer, était tout à fait en faveur de cette arme pour contrer un adversaire implacable. Truman s'interrogeait certes sur la légitimité de cette arme tout en faisant poursuivre le programme de développement des armes nucléaires. Lorsque la question en vint à Truman le 31 janvier 1950, celui-ci fut net : « Qu'est-ce que vous attendez bon Dieu ! Allez-y ! Poursuivez les études sur la bombe H » ⁽⁶⁾ – beaucoup plus puissante que la bombe A (*Little Boy*) utilisée à Hiroshima ⁽⁷⁾ ou Nagasaki (*Fat Man*). Il confia au général LeMay le commandement du *Strategic Air Command* (SAC) avec l'objectif de développer une puissante force de bombardiers stratégiques à capacité nucléaire, dans le prolongement de la culture militaire américaine, fortement axée sur le bombardement stratégique, comme ce fut le cas pendant la Seconde Guerre mondiale.

⁽¹⁾ Cité par Nicolas ROCHE, in *Mondes en guerre Tome IV, Passés/Composés*, p. 282.

⁽²⁾ RAND Corporation, 1959, réédité en 2007, p. V sommaire.

⁽³⁾ JAUVERT Vincent, *Nouvel Observateur* 30 juin-6 juillet 1994.

⁽⁴⁾ *The Great Fear* [La Grande peur], 1978.

⁽⁵⁾ KASPI André, « Qui a livré les secrets de la bombe A ? », *L'Histoire* n° 178, juin 1994.

⁽⁶⁾ Arme thermonucléaire utilisant le principe de la fusion nucléaire, permettant de libérer une énergie théorique de 6 mégatonnes d'équivalent TNT (Tri Nitro Toluène) par tonne ; une tête nucléaire de 500 kg de matière active est ainsi théoriquement capable de libérer une énergie de 3 mégatonnes, soit 3 millions de tonnes de TNT.

⁽⁷⁾ Arme à fission utilisant du plutonium ou de l'uranium : Hiroshima (15 kt), Nagasaki (21 kt). Une kilotonne équivaut à une puissance libérée de 1 000 kg de TNT in VANDIER Pierre, *La dissuasion au troisième âge nucléaire*, Éditions du Rocher, 2018, p. 23-24.



Dès cette époque, Albert Einstein, prix Nobel en 1921 – celui que Bernard Shaw appelait « un des huit bâtisseurs de l'Univers » dont on connaissait les idées « pacifistes » et le penchant pour le mondialisme –, lança lors de la première émission hebdomadaire de télévision de la veuve de Roosevelt, Eleanor, un véritable cri d'alarme : « La course aux armements entre les États-Unis et l'URSS que l'on considérait d'abord comme dictée par un souci de sécurité, revêt des deux côtés un caractère hystérique. L'empoisonnement de l'atmosphère par la radioactivité et par suite la destruction de toute vie sur Terre est entrée dans le domaine des possibilités techniques ». Bien avant le président Eisenhower, le père de la relativité mettait l'accent sur l'apparition du complexe militaro-industriel et ses conséquences : « De formidables pouvoirs financiers sont concentrés dans les mains des militaires. Il n'est pas possible, conclut Einstein, de maintenir la paix tant que les gouvernements prendront chacune de leurs décisions en fonction d'un conflit futur. Le premier problème est de supprimer la crainte et la méfiance réciproques. Une renonciation solennelle à la violence (et pas seulement en ce qui concerne les moyens de destruction collective) est indiscutablement nécessaire. Une telle renonciation cependant ne peut avoir d'effet que si, en même temps, un organisme judiciaire et exécutif supranational est créé, chargé de résoudre les questions qui intéressent directement la sécurité de toutes les nations ». En 1946, le célèbre physicien avait instauré un comité de neuf membres pour informer le public sur l'énergie nucléaire, que rejoignit Hans Bethe.

Les conflits de la cinquième génération

Désormais, nous sommes entrés dans les conflits de la cinquième génération ⁽⁸⁾ qui sont en passe de révolutionner l'art de la guerre – thème sur lequel s'étend Yves Boyer qui a été chercheur à l'IISS de Londres, à l'Ifri, au Crest et à la FRS ⁽⁹⁾. Celle-ci, faut-il le rappeler, n'est-elle pas d'ailleurs en constante évolution ?

Déjà la guerre du Golfe, abondamment analysée dans ce volume, avait fait entrer le monde dans une ère technologique. On sait que l'opération *Bouclier du Désert*, en ouvrit la première phase : du 2 août 1990 au 17 janvier 1991, au cours de laquelle les troupes se renforcent et défendent l'Arabie saoudite. L'opération *Tempête du Désert*, du 17 janvier au 28 février, est celle du combat, inauguré par un bombardement aérien ⁽¹⁰⁾ et naval qui dure 43 jours, d'opérations aériennes suivies d'un assaut terrestre de 96 jours. Elle se termine par une victoire aisée des

⁽⁸⁾ La première génération des guerres modernes, celle des États, après les Traités de Westphalie fut celle des lignes et des tranchées. La deuxième – mise au point par la France en 1917-1918, et dont l'*US Army* s'inspira – fit appel à la puissance de feu, selon le principe : « L'artillerie conquiert, l'infanterie occupe ». La troisième génération fut celle de la *Wehrmacht*, de la guerre éclair, ou guerre de manœuvre, reposant moins sur la puissance de feu, que sur la rapidité, la surprise, et l'effondrement physique et moral de l'adversaire. La décentralisation des ordres et l'accent mis sur l'initiative sont au cœur des guerres de la quatrième génération.

⁽⁹⁾ *International Institute for Strategic Studies*, Institut français des relations internationales, Centre de recherche en économie et statistique, et Fondation pour la recherche stratégique.

⁽¹⁰⁾ Les *F-117A*, avions « furtifs », larguent à chaque raid, deux bombes à guidage laser de 900 kg.

forces de la coalition : surprise stratégique, car le général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées avait prévu jusqu'à 100 000 morts parmi les soldats de la coalition. Pour les 12 000 soldats français de l'opération *Daguet* – les marsouins du 3^e Régiment d'infanterie de marine (Rima), les cavaliers du 4^e Régiment de dragons équipés de chars *AMX-30*, tout avait commencé le 24 février à 4h30 par un déluge d'artillerie.

Au déclenchement de l'opération, la défense aérienne irakienne est extrêmement dense avec près de 7 000 missiles sol-air à guidage radar, 9 000 autres de type infrarouge, 7 000 canons antiaériens. Après Moscou, Bagdad, avait la plus forte concentration de systèmes de défense sol-air du monde. *Desert Storm* a donc débuté par une première vague d'actions visant à neutraliser et aveugler les défenses irakiennes : raid nocturne des forces spéciales qui localisent puis neutralisent plusieurs radars d'alerte avancée ; chasseurs bombardiers Lockheed Martin *F-117 Nighthawk* dont la très faible empreinte radar leur permet de frapper, au cœur de Bagdad, la première nuit, drones aériens envoyés par vagues pour provoquer les radars aériens. Enfin, recours massifs aux moyens de guerre électroniques : brouilleurs, missiles antiradars...

« Guérillas, du terrorisme et des guerres irrégulières »

Tout lecteur trouvera de quoi satisfaire ses envies les plus diverses, tant est vaste le champ des questions abordées. Élie Tenenbaum, chercheur au Centre des études de sécurité de l'Ifri, traite des guérillas, du terrorisme et des guerres irrégulières dans ce chapitre VI. Un sujet que n'est pas nouveau parce qu'il a été abordé par Carl Schmitt dans sa *Théorie du partisan* (1963). L'embuscade, l'attentat, la dissimulation et l'évanescence sont les principales caractéristiques de cette irrégularité tactique. « Le guérillero gagne s'il ne perd pas », disait Kissinger en 1969, mais les temps ont bien changé depuis la « glorieuse » époque des guerres de libération nationale (1945-1975), lesquelles avaient bénéficié de l'appui, au moins indirect, de l'ONU et de larges sympathies dans les pays occidentaux.

Bien éloignées aussi sont l'époque guévariste et la théorie du « foco », exposée par Régis Debray. Nous sommes arrivés aujourd'hui à l'ère des guerres urbaines et à un renouveau du terrorisme. Pour la première fois depuis 1945, celui-ci est devenu, avec les attentats du 11 septembre 2001, un facteur stratégique de premier ordre. Nous sommes passés du contre-terrorisme à la contre-insurrection, un effort qui s'est soldé finalement par l'échec afghan, alors que les printemps arabes ont été suivis par l'hiver djihadiste, qui, même s'il s'est adouci si l'on peut dire, nous réserve bien des retours de vagues de froid, en Syrie, en Irak, en Afghanistan et, qui sait un jour, au Liban. Produit de deux logiques : l'insurrection et la stratégie indirecte, la guerre irrégulière occupe désormais une place centrale dans la conflictualité contemporaine.



Alliances et coopération, droit et justice

On trouvera, sous la plume d'Olivier Schmitt, directeur de recherche à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) une réflexion stimulante sur les alliances et coopérations de défense, chapitre VII. Après la Seconde Guerre mondiale, celles-ci ont revêtu plusieurs formes : bilatérales, minilatérales ou multilatérales ; symétriques ou asymétriques, temporaires ou durables. On connaît la « pactomanie » de John Foster Dulles, qui a encerclé l'URSS par un dense réseau d'alliances, dont certaines ont disparu, alors que d'autres, comme l'Otan se sont avérés solides et durables, comme l'est également le traité de défense nippo-américain (1951). Si ces alliances persistent, elles ont eu tendance à perdre de leur utilité opérationnelle, avec la multiplication des guerres à plusieurs, des coalitions et des opérations militaires multinationales, les fameuses « *coalition of the willings* ».

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), se livre à une analyse approfondie de la guerre, le droit et la justice, en remarquant d'emblée que le *jus ad bellum* (le droit d'entrer en guerre) est devenu un *jus contra bellum* (un droit contre la guerre). Pas tout à fait, car il existe encore trois manières de faire la guerre :

- Avec le consentement de l'État hôte, et l'on sait le rôle des clauses le prévoyant dans nos multiples accords de défense avec nos partenaires africains.
- La légitime défense individuelle et collective prévue par l'article 51 de la Charte de l'ONU, dont on a vu combien les États en ont fait un extensif usage.
- Enfin, avec l'autorisation du Conseil de sécurité, sous l'égide du chapitre VII, avec sa clause, « tous les moyens ».

L'usage de la force a donné lieu à de nombreuses évolutions, au demeurant bien connues, avec le perfectionnement du droit d'ingérence qui s'est mué en responsabilité de protéger, une invention de Bernard Kouchner et de Mario Bettati, qui a connu son heure de gloire dans les années 1990, mais qui devant les obstacles qu'il a rencontrés, sans tomber en désuétude, tend à devenir bien rare. Normes dans la guerre, emploi des drones armés, éliminations ciblées, dilemme du droit et de la justice, autant de champs d'action nouveaux où le droit cherche son assise, mais le défi futur, ceux liés au soldat augmenté et aux armes autonomes, posent également des défis à l'éthique de la guerre et au droit international.

« Les combattants et le triomphe de la technologie »

La troisième partie de cette somme, forte de quelque 160 pages, certainement la plus nouvelle, porte sur les combattants et le triomphe de la technologie. On y a fait allusion en faisant référence aux conflits de la cinquième génération. Trente ans après la guerre du Golfe, nous sommes entrés dans une nouvelle dimension

numérique, grâce aux multiples applications de l'intelligence artificielle (IA), de l'aide à la décision à la robotisation du champ de bataille. Nous sommes à l'aube d'une révolution dans les affaires militaires (*RMA*), aspect sur lequel s'étend le dernier chapitre de l'ouvrage qui se penche sur la cyberguerre qui tend à devenir une composante centrale des conflits à venir. Monde de capteurs, des communications au géopositionnement, explorer et exploiter le spectre électromagnétique, bien des domaines font l'objet de développements circonstanciés. Une évolution qui peut paraître préoccupante, car la marge de supériorité technologique dont disposait l'Occident semble s'être amoindrie, depuis les années 2000. Une prise de conscience de cette tendance semble avoir eu lieu au Pentagone à partir de 2014, en raison de l'annexion de la Crimée par la Russie et de la stratégie de grignotage territorial poursuivie par la Chine en mer de Chine méridionale. L'emploi de « semble » à deux reprises n'est-il pas trop prudent ? Pourtant, si l'on s'inscrit dans la longue durée, et si l'on sait bien que toutes ces nouvelles technologies sont coûteuses, tant en recherche qu'en équipement et en spécialistes, force est de constater que le monde n'est pas (encore ?) entré dans une ère de forte militarisation. Alors que les dépenses militaires mondiales avaient atteint de 3 à 3,5 % du PIB mondial en 1913, elles se situèrent, durant la guerre froide au niveau moyen de 7 % du PIB. Certes, le pic des dépenses de la guerre froide atteint en 1988, avec des dépenses mondiales de 1 500 milliards de dollars, a été dépassé en 2019, avec 1 922 Md, mais il se situe que légèrement au-dessus de 2 % du PIB mondial, lequel a doublé depuis 1990.

Le champ abordé est vaste, car il commence par examiner les stratégies nucléaires qui, paradoxalement, renouvellent et réhabilitent les combattants, non dans le combat mais dans la dissuasion. Puis s'étend aux nouveaux types de combat, aux divers équipements, au fameux complexe militaro-industriel (CMI). On se souviendra qu'en quittant la Maison-Blanche, le général Eisenhower a livré un message fort destiné à la postérité, donnant naissance à cette notion de CMI, qui avait son équivalent en URSS de 1957 à 1991, le *VPK* (plus puissant encore, car soumis à aucune entrave) : « Nous avons été obligés de mettre en place de façon permanente une industrie de l'armement à grande échelle. De plus, trois millions et demi d'hommes et de femmes sont directement impliqués dans le secteur de la défense. Chaque année, nous consacrons à la sécurité militaire un budget supérieur au revenu net de la totalité des entreprises américaines. Cette conjonction d'une immense institution militaire et d'un vaste secteur de l'armement est nouvelle pour les Américains. (...) Nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée du complexe militaro-industriel, qu'elle ait été souhaitée ou non. L'ascension désastreuse d'une puissance là où elle n'a pas lieu d'être est toujours un risque et il persistera » ⁽¹¹⁾.

Cette notion de CMI, qui depuis a fait florès, était déjà dans l'air depuis des années, mais le fait d'avoir été employé par un homme d'État aussi modéré et

⁽¹¹⁾ Odd Arne Westad, p. 301.



expérimenté que l'ancien commandant des forces alliées durant la Seconde Guerre mondiale, lui a conféré ses lettres de noblesse. En somme ce que dénonçait Eisenhower, ce n'était pas seulement l'alliance nouée entre militaires, industriels et politiques, que le développement excessif, voire indu, de la production d'armement au regard des besoins militaires réels pour servir des intérêts particuliers. On y a vu en science politique, une émanation de l'État Savant wébérien, en ce que le CMI apparaissant totalisant car englobant l'économique, le politique dans un champ technique et administratif unifié, que l'on a qualifié par la suite de « technostructure »⁽¹²⁾.

Depuis qu'en 1997, au bout de seulement deux ans et demi de travaux, l'*US Air Force* a mis en service le drone *Predator*, les choses se sont accélérées. En 2002, ces drones ont été équipés de missiles *Hellfire*, qui ont été employés pour attaquer un véhicule d'*Al-Qaïda* au Yémen. Missiles cinétiques propulsés à Mach 7, torpille dans une bulle d'air, missiles hypersoniques, la liste est longue et l'on trouvera bien des descriptions et des schémas dans cette dernière partie.

À mesure que s'éloigne l'ombre des guerres limitées, la technologie participe de l'émergence d'une nouvelle ère de guerres limitées. La précision des munitions à longue portée permettant de maîtriser leurs effets sans risquer d'exposer le tireur, l'établissement de réseaux de capteurs toujours plus nombreux et sophistiqués, le déploiement de systèmes de surveillance et de protection à proximité des bases implantées en opérations extérieures sont mis au service de stratégies de limitation des risques au plus bas niveau possible. La contraction de l'espace et du temps de la guerre, encore accentuées par le recours à des cyberattaques allant à la vitesse de la lumière, confère au décideur politique une possibilité de contrôle de l'emploi de la violence si puissant qu'il pourrait aller jusqu'à en compromettre l'efficacité, car ne laissant au militaire qu'une gamme sans cesse plus étroite d'action. « La guerre est chose douce pour ceux qui ne l'ont jamais éprouvée », disait le poète Pindare. ♦

⁽¹²⁾ CHÂTELET François et PISIER-KOUCHNER Évelyne, *Les conceptions politiques du XX^e siècle : histoire de la pensée politique*, Puf, Thémis, 1981, p. 761.